



**Manon Cornellier :** appels frauduleux, mépris de la Loi électorale *Page B 2*

**Idées :** plaider pour un nouvel humanisme à l'école *Page B 5*

**La nouvelle Crimée,** territoire russe dans l'empire de Poutine *Page B 2*

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 16 ET DIMANCHE 17 AOÛT 2014



Les quatre signataires ottomans du Traité de Sèvres: Rıza Tevfik, Damat Ferid Pasa (grand vizir), Hadi Pasa (ambassadeur) et Reid Halis (ministre de l'Éducation). Les morceaux de l'Empire ottoman, après sa chute, ont formé les différents pays du Moyen-Orient.

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

## Une guerre dont on « ne voit pas la fin »

Rencontre avec l'historien israélien Zeev Sternhell

Né en Pologne en 1935, Zeev Sternhell a vécu enfant les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, qui l'ont conduit à se réfugier en France. Après la guerre, il a choisi de prendre la nationalité israélienne. Devenu historien, il s'est spécialisé dans l'histoire du fascisme et la montée du nationalisme en France. Considéré comme la « conscience de la gauche d'Israël », il pose un regard désabusé sur la situation politique de son pays. Pour Zeev Sternhell, la guerre en cours à Gaza n'est qu'une conséquence logique de l'échec des accords d'Oslo.

PROPOS RECUEILLIS PAR HÉLÈNE SALLON

**Quel est votre sentiment sur le conflit qui oppose actuellement Israël aux factions armées palestiniennes dans la bande de Gaza ?**

Si les choses s'étaient passées normalement, Gaza aurait dû être évacuée au moment des accords d'Oslo en 1993 et devenir une partie intégrante du futur État palestinien. C'est ce qui se serait passé si les accords d'Oslo avaient été mis en œuvre tels qu'ils avaient été pensés par Itzhak Rabin [assassiné le 4 novembre 1995 par l'extrémiste de droite Yigal Amir] et Shimon Peres — bien que ce dernier soit un opportuniste qui, pour des raisons obscures, est considéré comme un grand homme. Si ces accords avaient été appliqués, les colonies juives de Gaza, entre 6000 et 8000 âmes à l'époque, auraient été évacuées. Cela aurait été un formidable signal pour mettre fin à la colonisation.

Tout se serait passé différemment, car l'évacuation aurait eu lieu dans le cadre d'un accord entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP, de Yasser Arafat) et Israël. Et non pas unilatéralement, comme l'a fait le premier ministre Ariel Sharon en 2005. Le but de son directeur de cabinet de l'époque, Dov Weissglass, était de mettre fin à toute discussion entre Israéliens et Palestiniens: on quitte Gaza parce que c'est une épine dans le pied et qu'il faut une division entière de l'armée pour protéger les colons.

C'est dans ce contexte que le Hamas s'empare de la bande de Gaza par un coup de force en 2007. Ce mouvement, qui ne reconnaît pas Israël, en fait la base de son projet de reconquête palestinienne. A ses yeux, le Fatah et son chef, Yasser Arafat, sont des traîtres pour avoir signé les accords d'Oslo. Depuis ce moment-là, le Hamas est en guerre contre Israël. Celle qui a cours actuellement est désastreuse à tous les égards et on n'en voit pas la fin.



Zeev Sternhell

**Que faut-il faire ?**

Il faut profiter de l'énorme fossé entre nos moyens et ceux du Hamas, qui restent des moyens primitifs par rapport à notre armée hypermoderne et superpuissante, pour lancer l'idée d'un accord global. Pas quelque chose qui nous oblige dans six mois ou deux-trois ans à revenir à Gaza. Mais c'est précisément ce que notre gouvernement, qui est le plus à droite qui ait existé en Israël, ne veut pas. La droite israélienne ferait passer Mme Le Pen et le Front national pour une bande de gauchistes à côté d'elle.

Le gouvernement Nétanyahou n'a pas voulu négocier avec Abou Mazen [le président palestinien, Mahmoud Abbas], alors que, Dieu nous est témoin, lui voulait négocier. Nous avons grandement contribué à l'échec des négociations menées par le secrétaire d'État américain John Kerry, entre novembre et avril 2014, et nous nous retrouvons finalement face à un gouvernement de réconciliation palestinien. Et que fait le premier ministre Benjamin Nétanyahou? Au lieu de saisir cette occasion, il explique que ce gouvernement palestinien est un nouveau danger et qu'Abou Mazen ne veut rien entendre.

Puis est arrivé le kidnapping de trois jeunes Israéliens. Il a été vite clair que le Hamas n'était pas responsable et qu'une de ses cellules locales avait agi de son propre chef. Mais pour Nétanyahou, c'était l'occasion d'incriminer le Hamas, de lancer une opération pour intimider Mahmoud Abbas et la population palestinienne

## Le Moyen-Orient redessine ses frontières

Les djihadistes ne reconnaissent pas l'accord Sykes-Picot, datant de 1916

CLAUDE LÉVESQUE

Pour les combattants de l'État islamique, point n'est besoin de visa ni de passeport pour passer de la Syrie à l'Irak et vice versa. La kalachnikov suffit. « Nous ne croyons pas à l'accord Sykes-Picot », se vantent-ils.

Ce bifrage d'une frontière internationale à quelque chose d'historique et de hautement symbolique. D'aucuns y voient la fin de la configuration du Moyen-Orient décidée en Europe pendant la Première Guerre mondiale, il y a presque un siècle.

Il faut retourner à l'an 1916. Pendant que Thomas Edward Lawrence, dit Lawrence d'Arabie, incite les tribus arabes à se soulever, la France et la Grande-Bretagne négocient secrètement le partage des dépouilles de l'Empire ottoman, qu'on espère bientôt vaincre.

**Des intérêts empiriques**

Le 16 mai de cette année-là, les négociateurs des deux pays, François-Georges Picot et Mark Sykes, des aristocrates qui connaissent bien le Moyen-Orient et les intérêts que leurs patries respectives y défendent, tracent sur la mappemonde — on dit aussi dans le sable pour faire plus imagé — un trait qui va grosso modo de Kirkouk, dans le nord-est de l'Irak actuel, à Haïfa, le principal port de l'État d'Israël. Au nord de cette ligne: une sphère d'influence pour la France; au sud: une zone réservée à la Grande-Bretagne.

Paris exercera donc une tutelle directe ou indirecte sur la Syrie, le Liban et la région de Mossoul, tandis que Londres fera de même dans une partie de la Palestine, dans le sud de la Mésopotamie ainsi que dans les royaumes, émirats et sultanats de la péninsule arabique.

L'accord Sykes-Picot est signé à Londres le 16 mai 1916 par sir Edward Grey, ministre britannique des Affaires étrangères, et Paul Cambon, ambassadeur de France. Il sera modifié en décembre 1918, de façon tout aussi secrète, dans le but d'agrandir la sphère britannique

dans ce qui allait devenir l'Irak.

La Grande-Bretagne voulait s'assurer que des États amis, producteurs de pétrole de surcroît, borderaient la route menant au joyau de sa couronne, les Indes, tandis que la France s'intéressait au commerce avec la rive orientale de la Méditerranée, tout en affichant une volonté de protéger les minorités chrétiennes dans la région. Les grandes lignes de l'accord de 1916 seront reprises dans les traités de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923).

François-Georges Picot et Mark Sykes reconnaîtront-ils dans le Moyen-Orient d'aujourd'hui le fruit de leurs tractations?

« Pour l'essentiel, l'accord a été mis en œuvre. La France a dû lâcher Mossoul à la Grande-Bretagne fin 1918 et la Cilicie aux nationalistes turcs fin 1921 », observe Samir Saul, professeur d'histoire à l'Université de Montréal.

Le monde arabe a pris connaissance du document en 1917 après la chute du régime tsariste, allié de Paris et de Londres, les communistes arrivés au pouvoir ayant cru bon de le rendre public.

Certains chefs arabes en avaient appris la teneur un peu plus tôt parce que T. E. Lawrence avait décidé de jouer la franchise plutôt que de risquer de passer pour un menteur.

L'accord Sykes-Picot a longtemps alimenté la méfiance arabe à l'égard de ce qui est vu comme l'impérialisme occidental.

« Il faut se rappeler que l'accord Sykes-Picot (1916) annule secrètement l'entente anglo-arabe de 1915 pour la création d'un Royaume arabe dans toutes les régions arabes de l'Asie (Arabie et Moyen-Orient). C'est le découpage entre deux puissances impériales d'une partie de l'État arabe promis », note Samir Saul.

Ce sont ces frontières que les « djihadistes » de l'État islamique veulent supprimer pour reconstituer le califat, c'est-à-dire un Empire musulman.

**Pérennité**

Parle-t-on trop facilement de la fin de l'ordre découlant de l'accord Sykes-Picot? L'éditorialiste de *L'Orient-Le Jour*, un quotidien libanais, le croit: « Non pas que ledit accord continue

d'être viable (c'est même le contraire qui est vrai), mais parce que l'on ne voit pas très bien par quels "quasi-États" [...] il pourrait être remplacé ni au moyen de quels chambardements. »

« Cet ordre est soumis à de fortes pressions », note Samir Saul. L'accord Sykes-Picot a toujours été dénoncé par les Arabes comme le type même de la perfidie impérialiste. Aujourd'hui, la volonté de « remodeler » le Moyen-Orient émane des forces qui cherchent à démanteler les États arabes et à les remplacer par des mini-entités confessionnelles (plus faibles et en conflit les unes avec les autres): Israël, néoconservateurs américains, Arabie saoudite, djihadistes. La partition des pays arabes est envisagée en Israël dès 1982. Les néoconservateurs américains emboîtent le pas en 1996. C'est la vieille stratégie de diviser pour régner. »

« Il est important de souligner une convergence: les djihadistes ont le même programme de destruction des États de la région. La guerre en Syrie et le "califat" de juillet 2014 sont des tentatives de l'appliquer, affirme Samir Saul. L'État islamique n'est qu'un paravent pour le démantèlement des États, un levier de destruction. »

**Un tremblement de terre**

Henry Habib, professeur émérite à l'Université Concordia, va plus loin: « La frontière irako-syrienne a été créée par la Grande-Bretagne et la France en 1918. Toute une pyramide de cartes est en train de s'écrouler, affirmait-il dans un entretien avec *Le Devoir* fin juin. Quand j'ai entendu parler de la chute de Mossoul, je me suis dit: c'est le commencement d'un tremblement de terre qui, géographiquement, va faire la différence au Moyen-Orient. »

La frontière entre l'Irak et la Syrie se brouille peut-être, mais de nouvelles démarcations sont aussi en train d'apparaître: entre les régions arabo-chiites, arabo-sunnites et kurdes de l'Irak, entre les régions alaouites, arabo-sunnites et kurdes de la Syrie.

« Vers l'Orient compliqué je volais avec des idées simples », écrivait Charles de Gaulle pendant l'entre-deux-guerres. Je savais qu'au milieu de facteurs enchevêtrés une partie essentielle s'y jouait. Il fallait donc en être. »

Le Devoir

VOIR PAGE B 3 : GUERRE

## PERSPECTIVES

## Le paravent



MANON CORNELIER  
à Ottawa

Michael Sona n'avait que 22 ans en 2011. Directeur des communications du candidat conservateur dans Guelph, Marty Burke, il a été reconnu coupable jeudi d'avoir contribué à la création et à la mise en place d'une campagne téléphonique destinée à diriger près de 7000 électeurs de cette circonscription vers les mauvais bureaux de scrutin. Aujourd'hui âgé de 25 ans, il est passible d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à cinq ans ou d'une amende maximale de 5000\$, ou les deux.

Michael Sona, qui se présente comme un bouc émissaire, a bel et bien participé à ce stratagème, a conclu le juge Gary Hearn, de la Cour supérieure de l'Ontario. Mais à peu près personne, de la défense au juge en passant par la Couronne, ne croit qu'il a pu échafauder et financer seul un tel plan.

Qui sont ses complices? On l'ignore toujours et la Couronne refuse de dire si elle portera d'autres accusations, bien qu'elle ne l'exclue pas non plus. Quand le saura-t-on? Avant les prochaines élections?

Pour l'instant, le Parti conservateur s'est contenté de déclarer jeudi qu'il avait mené une campagne propre en 2011 et qu'il n'avait rien à voir avec les activités criminelles dans Guelph. Il a aussi souligné qu'il avait pleinement collaboré à l'enquête en faisant «des démarches auprès d'Elections Canada dès [qu'il avait] entendu parler des écarts de conduite survenus à Guelph et [qu'il avait] offert toute [son] aide».

Cette collaboration dont le Parti conservateur se vante n'a pas toujours été au rendez-vous. Dans d'autres affaires, il a combattu Elections Canada à chaque détour. Ce fut le cas, par exemple, dans l'affaire du «in and out», un stratagème utilisé durant la campagne de 2006 pour permettre au parti de dépenser au-delà de la limite permise.

Au dire même d'un juge de la Cour fédérale, les conservateurs ont aussi tenté de mettre des bâtons dans les roues du processus judiciaire lorsque l'élection de six de leurs députés a été contestée par des citoyens, soutenus par le Conseil des Canadiens. Selon ces électeurs, des appels frauduleux effectués dans leurs circonscriptions avaient entaché les résultats.

Le juge de la Cour fédérale Richard Mosley ne leur a pas donné raison, mais a conclu qu'il y avait bien eu fraude. Il ne pouvait désigner les responsables, mais a indiqué que la source la plus probable de l'information nécessaire pour faire ces appels était la banque de données des électeurs du Parti conservateur, un parti qui s'était livré à une «guerre de tranchées pour essayer d'empêcher que la présente affaire soit entendue sur le fond».

L'affaire des appels frauduleux dans Guelph n'est qu'un chapitre d'une longue série d'accrocs à la Loi électorale dont sont accusés ou soupçonnés les conservateurs: «in and out», appels frauduleux, dépenses au-delà des limites permises par l'ancien ministre Peter Penashue, le député Dean Del Mastro (actuellement devant les tribunaux) et quelques autres députés conservateurs, qui ont trouvé une solution à l'amiable avec Elections Canada.

Certaines de ces histoires vont continuer de hanter les conservateurs. À la mi-septembre, lorsque la Chambre des communes reprendra ses travaux, le député Dean Del Mastro sera à nouveau devant le tribunal pour la conclusion de son procès. Il est accusé d'avoir dépensé plus que permis lors des élections de 2008 et d'avoir falsifié son rapport de dépenses électorales en conséquence. À la mi-octobre, M. Sona retournera devant le juge pour connaître sa sentence.

Pour se refaire une virginité, les conservateurs ont procédé à une réforme en profondeur de la Loi électorale. Leur projet, unanimement dénoncé au départ, a finalement été amendé pour en retirer certaines des dispositions les plus controversées et qui avaient pour effet de faire pencher la balance en leur faveur.

Plusieurs lacunes subsistent cependant. Ainsi, les conservateurs résistent toujours à l'idée que les partis soient tenus, comme les candidats, de présenter des pièces justificatives pour obtenir du gouvernement les millions requis pour rembourser une partie de leurs dépenses. Ils refusent aussi de soumettre les partis et leurs banques de données des électeurs à la Loi sur la protection de la vie privée. De plus, on n'a aucune garantie que celle des conservateurs, la plus imposante de toutes, sera, à l'avenir, à l'abri des abus qui auraient conduit à cette histoire d'appels frauduleux.

La nouvelle Loi électorale prévoit la création d'un registre des partis, individus et compagnies qui procèdent à des campagnes téléphoniques en période électorale. C'est mieux que rien, mais ça ne règle pas toutes les échappatoires. De plus, les conservateurs ont refusé de donner au Commissaire aux élections fédérales, qui mène les enquêtes, le pouvoir de forcer un parti à lui fournir les documents et enregistrements nécessaires à la poursuite de ses investigations. Cela a d'ailleurs entravé son enquête sur les appels automatisés faits à l'extérieur de Guelph.

En ne lavant pas plus blanc que blanc, les conservateurs ont fait en sorte qu'un gros doute subsiste, un doute qu'ils devront porter durant la prochaine campagne.

mcornellier@ledevoir.com



Des enfants réfugiés originaires de la Crimée et de l'est de l'Ukraine dessinent les nouvelles frontières de leur pays devant le parlement de Kiev. De 15 000 à 18 000 Ukrainiens ont déjà quitté la Crimée et ceux qui y sont restés et y défendent leur culture subissent de l'intimidation.

CRISE UKRAINIENNE

## La Crimée de Poutine

Le processus de «naturalisation» de la péninsule, annexée il y a près de six mois à l'Empire russe, bat son plein

VERONIKA DORMAN  
à Simferopol

«La Crimée et Sébastopol sont rentrés au port.» Cette citation du président russe, Vladimir Poutine, est affichée sur d'imposants panneaux publicitaires à chaque coin de rue de Simferopol, la capitale de la Crimée. Des drapeaux russes flottent sur les bâtiments administratifs, décorent quelques balcons.

En deux mois, plus de 80% des Criméens ont obtenu un passeport russe. Les automobilistes se bousculent pour changer les plaques d'immatriculation. Si les tickets de caisse dans la plupart des supermarchés sont encore en grivnas, tous les prix sont désormais affichés en roubles, et la monnaie ukrainienne a totalement disparu de la circulation.

## Rattachement

Le processus de «naturalisation» de la Crimée, devenue sujet de la Fédération de Russie, bat son plein. Russophone, la péninsule est densément peuplée de Russes, de naissance ou de nationalité, qui ne se sont jamais considérés comme des Ukrainiens. La majorité d'entre eux (ils représentent 60% de la population) ont sincèrement souhaité le rattachement au puissant voisin, même si le résultat officiel du référendum du 16 mars — 96,7% de oui — est douteux.

«Pour moi, l'annexion de la Crimée a eu lieu en 1991, quand la péninsule est passée à l'Ukraine», explique Larissa Moïsseeva, une Simferopolienne de souche, d'origine russe. Cette employée d'une agence de pub, mère de deux enfants, est intarissable sur le bonheur qu'elle éprouve d'être «rentrée au berceau». «Nous avons un avenir désormais, en Russie», renchérit son mari, Guennady, vendeur de meubles. Loin de les effrayer, la rigidité, voire l'autoritarisme du régime russe, le rassure. Vladimir Poutine est «fiable», ses ministres sont «présentables». L'ordre va enfin régner. Comme si la Russie ne souffrait pas de ces mêmes travers — corruption, arbitraire, injustices sociales — que ses citoyens fraîchement émouls imputent à l'Etat ukrainien.

Larissa et Guennady sont tous deux fiers de leur fils, membre de la Samooborona, la milice locale qui, en secondant les soldats russes, a facilité l'arrimage de la Crimée à la Russie. Les Criméens se disent aujourd'hui reconnaissants, convaincus pour la plupart que, sans ces hommes armés, la péninsule aurait connu le même sort que l'est de l'Ukraine, où les forces de Kiev affrontent depuis trois mois des combattants séparatistes prorusses.

La polarisation entre «eux» et «nous», l'Ukraine et la Russie, affleure dans tous les discours. «L'euphorie dans laquelle s'est dé-

roulé le rattachement est en train de retomber. Mais pour que les gens commencent à regretter leur choix, il va falloir que l'Ukraine se remette sur pied. Tant que c'est un pays en crise, la plupart considèrent que l'essentiel, c'est d'avoir évité la guerre, confirme un politologue de Simferopol, Dmitri Omeltechouk. Du reste, le sentiment anti-ukrainien croît de jour en jour ici.»

Trois mois à peine après le rattachement, ceux qui ne l'ont pas voulu, qu'ils soient d'origine russe, ukrainienne ou tatare, se sentent en territoire hostile. «Ils ont volé ma patrie, mes désirs, ma liberté. Ils m'ont volé l'Ukraine», se plaint Janna, qui n'est pas allée voter le jour du référendum. C'est une annexion illégale. Comme tout ce qui en découle.»

Originaire de la région de Donetsk, venue s'installer il y a cinq ans dans la péninsule, cette quadragénaire insiste pour garder l'anonymat. Activement opposée à l'ingérence russe, Janna, avec d'autres activistes pro-Kiev, a porté secours, au printemps, aux officiers de l'armée ukrainienne qui avaient refusé de prêter allégeance à la Russie et qui étaient assiégés dans leurs casernes par les forces prorusses. Aujourd'hui, Janna se terre, continuant d'espérer que la situation n'est pas irréversible. Et que la communauté internationale, qui ne reconnaît pas non plus l'annexion de la Crimée, aidera Kiev à récupérer ce qui lui appartient.

Selon diverses sources, depuis le référendum, de 15 000 à 18 000 personnes auraient quitté la Crimée, ne voulant pas vivre en Russie. Celles qui sont restées ne cachent pas leur angoisse. Mikhail, Ioulia, Katia et leurs amis se sont rencontrés lors des manifestations anti-annexion. Désormais en territoire russe, ces trentenaires pro-ukrainiens n'ont plus le droit d'exprimer leur désaccord en public.

Récemment, les lois sur le rassemblement ont encore été durcies par la Douma, tandis que les «appels au séparatisme», dont la remise en cause du nouveau statut de la Crimée, sont passibles de cinq ans de prison. Quand ils n'étaient pas en train de manifester sous les drapeaux ukrainiens, comme Janna, ces militants aidaient les soldats ukrainiens. Et, comme elle, ils se sentent désormais en danger. «Nous sommes tous identifiés par les autorités, assure Ioulia. On nous filmait pendant les

meetings. L'activité des ONG pro-ukrainiennes est suspendue.»

Ces anciens militants ont cessé de porter les couleurs de l'Ukraine pour ne pas attirer l'attention des milices et éviter les remarques désagréables. Certains ont reçu des menaces.

Tous sont traumatisés par l'arrestation, en mai, du réalisateur Oleg Sentsov, actif sur le Maidan de Kiev et opposé à l'annexion. Transféré à la prison Lefortovo de Moscou, il est accusé par le FSB (Service fédéral de sécurité de Russie) d'être à la tête d'un groupe terroriste planifiant une série d'attentats à Simferopol et encourt vingt ans de prison.

Quitter la Crimée n'est pourtant pas une option. «Nous sommes ici chez nous», répètent les jeunes gens, comme pour se convaincre eux-mêmes. Reste la résistance passive. Ne pas prendre la nationalité russe, soit en la refusant officiellement (les autorités ont ouvert une fenêtre de quatre semaines pour la démarche, qui permet par la suite d'obtenir un titre de séjour en tant que citoyen étranger), soit en essayant de vivre sans elle. Mais la Russie est un pays hautement bureaucratique et tout, de l'inscription des enfants à l'école à l'achat d'une carte SIM, se fait sur présentation du passeport.

«Avec le temps, la vie deviendra très compliquée pour les «étrangers». Bon gré mal gré, tout le monde finira par devenir Russe», conclut Mikhail. «Nous en avons connu d'autres, nous survivrons à cela aussi, c'est ce que l'on entend le plus souvent chez nous en ce moment, explique pour sa part Nadja Femi, une journaliste d'origine tatare. Mais les Tatars de Crimée vivent mal le changement de régime.»

## Peuple déraciné

Les Tatars représentent 12% de la population locale (environ 300 000 personnes) et ont massivement boycotté le référendum. Historiquement, les relations de cette communauté musulmane turcophone avec la Russie ont pour le moins douloureuses, depuis l'annexion de la Crimée à l'Empire russe par Catherine II, en 1783. Puis, sous Staline, tout le peuple fut déporté, accusé de collaboration avec les nazis, en 1944.

Malgré les déclarations de Poutine en faveur de la réhabilitation des Tatars de Crimée, les nouvelles autorités régionales ont adopté une attitude intransigeante. Les deux principaux leaders, Moustafa Djemilev et Refat Tchoubarov, ont été interdits d'entrée

sur le territoire russe, et donc en Crimée, tandis que le Medjlis, l'organe représentatif des Tatars, est accusé d'activité extrémiste et menacé d'interdiction.

## Montée de patriotisme

Le patriotisme triomphant et chauvin qui a embrasé la Russie, alimenté par la crise ukrainienne, semble avoir été importé en masse dans la péninsule, laissant peu de place, dans le discours public aussi bien que dans les esprits, à tout ce qui n'est pas russe. Sur le papier, la république autonome de Crimée a trois langues officielles et les écoles sont libres d'enseigner dans celle qu'elles préfèrent.

Dans les faits, la russification en marche est particulièrement brutale dans le domaine scolaire.

Naturellement, à partir de la rentrée, tous les établissements auront adopté les programmes et standards russes, puisqu'ils relèvent désormais du ministère de l'Enseignement de Russie. Mais la suppression des classes à enseignement intégral en ukrainien ou en tatar (environ 13% des élèves) alarme les parents concernés. «L'enseignement en ukrainien est mort ici», s'indigne Valentina Samar, déléguée de parents d'élèves dans la seule école 100% ukrainienne de Crimée, à Simferopol.

En septembre, il ne restera plus qu'une seule classe ukrainienne par niveau (sur cinq). Samar dénonce des méthodes autoritaires et une pression sur les parents de la part de la direction. Selon les médias locaux, la plupart des écoles bilingues ou «nationales» vont complètement se russifier sur demande, justement, des parents.

Léonid, professeur d'histoire dans un lycée de Simferopol, s'inquiète pour sa discipline. «L'histoire de l'Ukraine disparaît en tant que matière et nous devons désormais suivre les manuels russes et enseigner l'histoire de la Russie, dont les dirigeants, en ce moment, n'hésitent pas à réécrire l'histoire de l'Ukraine...»

La question de la langue est d'autant plus sensible que, pour asseoir sa propagande anti-ukrainienne, Moscou a accusé Kiev de préparer un «génocide des russophones» d'Ukraine. En attendant, la Crimée sommeille.

La conséquence immédiate du changement de régime est l'échec de la saison touristique, principal moteur économique de la péninsule, qui attirait près de sept millions de visiteurs par an. 65% venaient de l'Ukraine continentale. Moscou a bien tenté de mettre en place un programme de «tourisme patriotique», en incitant les entreprises d'Etat à envoyer leurs employés dans les sanatoriums de Crimée pour soutenir l'économie locale. Mais ces efforts n'ont visiblement pas réussi à remplir les hôtels et les pensions de famille, généralement surchargés à cette période. Les plages sont vides «comme au mois de septembre», disent les habitants du coin.

Libération

«Ils ont volé ma patrie, mes désirs, ma liberté. Ils m'ont volé l'Ukraine. C'est une annexion illégale. Comme tout ce qui en découle.»

Janna, citoyenne ukrainienne de la Crimée ayant boycotté le référendum du 16 mars 2014

## PERSPECTIVES



MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

Un vendeur de pommes de terre à un comptoir maraîcher. L'industrie de la patate au Québec vit des tensions avec les fabricants de croustilles.

## La pomme (de terre) de la discorde

La lutte entre Yum Yum et les producteurs québécois met en lumière la forte concurrence dans l'industrie

«La guerre des patates», «Les croustilles de la colère», une entente «qui tourne au vinaigre». Les qualificatifs et les jeux de mots n'ont pas manqué ces derniers temps pour décrire l'affrontement auquel se livrent la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec (FPPTQ) et le fabricant québécois de croustilles Yum Yum. La négociation des coûts d'approvisionnement, au cœur du débat, met en lumière une vive concurrence dans un marché nord-américain où les consommateurs font de plus en plus attention à leur ligne.

KARL  
RETTINO-PARAZELLI

Ce n'est pas tous les jours que la croustille fait les nouvelles. *Le Devoir* rapportait en début de semaine que la FPPTQ a décidé de contester les calculs de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, un tribunal administratif qui règle les différends entre les producteurs agricoles et les acheteurs. Celle-ci a accordé à Yum Yum une baisse de prix de 9% pour la récolte 2014-2015 et un gel pour la mise en marché de la récolte de l'année suivante.

On devrait savoir au cours des prochaines semaines ce que fera la Régie de la «demande de

«Si on avait accepté la demande de Yum Yum, aucun producteur n'aurait voulu leur fournir des patates à ce prix-là»

correction de décision» qui lui a été soumise. Entre-temps, le président de la FPPTQ, Réal Brière, ne décolère pas. «On ne voit pas ça en Amérique du Nord, une compagnie qui agit de cette façon-là», lance-t-il en mentionnant que la plupart des conventions de mise en marché ne se rendent pas à l'étape de l'arbitrage. Avec Yum Yum, c'est monnaie courante, dit-il.

Devant la Régie, le fabricant de croustilles a réclamé une baisse de prix d'environ 13%,

une insulte pour les producteurs, selon M. Brière. «Si on avait accepté la demande de Yum Yum, aucun producteur n'aurait voulu leur fournir des patates à ce prix-là, ajoute-t-il. C'est certain que, l'année prochaine, si le prix des intrants [semences et pesticides] ne baisse pas, les producteurs ne voudront pas faire de business avec Yum Yum. Ils vont changer de production.»

La direction de Yum Yum est restée muette cette semaine, personne n'étant en mesure de commenter le dossier pour l'instant, mais le plaidoyer que l'entreprise a présenté à la Régie des marchés agricoles donne le pouls d'une industrie en mutation. La compagnie a notamment fait valoir que, depuis la fermeture de l'usine d'Old Dutch au Québec l'an dernier, son principal concurrent dans le marché des marques privées bénéficie maintenant d'un «avantage concurrentiel important» en s'approvisionnant davantage au Nouveau-Brunswick, où les prix sont plus bas.

«La Régie est d'avis que les producteurs n'ont pas à assumer les choix stratégiques des acheteurs avec qui ils font affaire. Toutefois, elle ne peut ignorer le contexte de compétition dans lequel est placé Yum Yum», écrit la Régie dans sa décision, aujourd'hui contestée par les producteurs. «Le prix des pommes de terre constitue un élément de compétitivité important pour Yum Yum dont la Régie doit tenir compte afin de ne pas fragiliser davantage Yum Yum par rapport à ses concurrents directs», ajoute-t-elle plus loin.

La baisse de prix accordée par la Régie dans ce dossier, si elle se confirme, sème l'inquiétude chez les exploitants agricoles. Ils craignent qu'elle déstabilise le marché de l'est du Canada. Et surtout qu'elle incite d'autres producteurs de croustilles à arracher des prix toujours plus bas. Frito-Lay, qui fabrique les croustilles Lay's, sera la prochaine en file l'an prochain pour renégocier sa convention de mise en marché avec les producteurs québécois. Prudent, le géant américain nous répond qu'il ne sent pas le besoin de commenter cette affaire.

### Marché en déclin

Producteurs et acheteurs, qu'ils soient québécois, canadiens ou américains, se livrent une guerre de prix au moment où la pomme de terre cède la place de choix qu'elle occupait jadis sur la table des familles nord-américaines. «Quand on était plus jeunes, pour la majorité des repas, il y avait des protéines et des pommes de terre qui allaient avec. Si on regarde ce qu'on mange aujourd'hui, la variété a augmenté dans les assiettes, fait remarquer Annie Berger, économiste à la FPPTQ. La pomme de terre a eu mauvaise presse parce qu'on disait que ça fait engraisser [...] C'est sûr que ça fait mal à la consommation.»

Parlez-en au président régional de McCain Foods, Frank van Schaayk, qui a annoncé la fermeture de son usine de l'Île-du-Prince-Édouard au début du mois en raison de l'augmentation du rendement de ses autres usines, mais aussi de la diminution de la demande pour les frites en Amérique du Nord.

«On observe une transition dans la relation entre les producteurs et les grands transformateurs», constate également Michel Saint-Arneault, le président de Saint-Arneault, une entreprise québécoise qui se spécialise dans la production de frites. Les baisses de prix réclamées par les acheteurs à l'échelle du continent vont créer «tout un débat au cours des

prochaines années», prédit-il, tout en précisant que la taille de son entreprise l'oblige à suivre la tendance que les gros joueurs imposent.

«Le marché nord-américain de la pomme de terre a atteint une maturité certaine», souligne un vaste portrait de l'industrie de la pomme de terre publié cette année par le gouvernement du Québec. Bien qu'elle soit encore le légume le plus consommé, la pomme de terre a vu sa consommation globale décliner au cours des dernières années.»

Au Canada, la consommation de pommes de terre fraîches et transformées a diminué de 22% en dix ans, passant de 72,2 kg par personne en 2002 à 56,4 kg en 2011. Prises à part, les croustilles conservent toutefois leur place dans le cœur et l'estomac des Canadiens, avec une augmentation de 10% au cours de la même période. En moyenne, nous mangeons, individuellement, près de 13 kg de chips par année.

Pendant que les grandes compagnies américaines de la production et de la transformation regardent du côté de l'Asie pour développer de nouveaux marchés, les producteurs du Québec réussissent malgré tout à tirer leur épingle du jeu, note M<sup>me</sup> Berger, de la FPPTQ.

«Comme la demande est en baisse, si je veux obtenir un prix intéressant, je dois diminuer ma production pour la faire concorder avec la demande», affirme-t-elle. Etant donné la diminution globale de la consommation des Québécois, «la concertation de l'offre avec les autres acteurs paraît essentielle pour maintenir des conditions de prix et de marchés qui rencontrent les coûts de production», conseille de la même façon le document du gouvernement québécois. Le rapport incite également l'industrie de la pomme de terre de la province à «relancer la consommation» de la pomme de terre pour qu'elle reprenne l'espace qu'elle a déjà occupé dans l'assiette de chaque Québécois.

Le Devoir

## GUERRE

SUITE DE LA PAGE B 1

et de montrer ses muscles. Il a fait ratisser la Cisjordanie et arrêter les militants du Hamas libérés en échange de Gilad Shalit. Tout cela au prétexte de retrouver les trois adolescents enlevés alors que, dès le lendemain, la police savait qu'ils n'étaient plus en vie.

De son côté, le Hamas a commencé à tirer des roquettes et c'a été l'escalade vers un conflit dont personne ne voulait. Ce qui se passe est un désastre à tous égards. Il est vrai que le Hamas utilise des écoles, des hôpitaux, des mosquées pour entreposer et lancer ses roquettes. Mais nous répondons par des bombardements qui ne peuvent que toucher la population civile, même si ce n'en est pas l'intention.

Maintenant que le premier ministre Nétanyahou s'est emparé dans une situation dont il ne sait pas comment sortir, il avance l'idée de démilitarisation [de la bande de Gaza]. Lever le blocus sur la bande de Gaza est une mesure décente

et politiquement payante, car cela montrerait à la population de Gaza, qui n'est pas toute gagnée au Hamas, qu'il est payant d'abandonner le terrorisme. Je pense que Nétanyahou pourrait accepter une mesure pareille car cela assurerait sa survie politique jusqu'aux prochaines élections. Il est en mauvaise posture.

### Que veut Nétanyahou ?

Nétanyahou veut éviter la création d'un État palestinien viable. C'est son objectif historique et il le fait de différentes façons. Il refuse de négocier avec Abou Mazen et l'Autorité palestinienne. C'est dans ce cadre que s'inscrit sa demande que les Palestiniens reconnaissent Israël comme État juif. En quoi est-ce leur problème ? C'est une exigence que nous n'avons jamais présentée, par le passé. On dit bien État d'Israël ou Israël. Il n'a jamais été question d'État juif. Cela revient à obliger les Palestiniens à reconnaître que les juifs sont propriétaires de cette terre qui leur appartient par l'histoire et à reconnaître leur défaite historique

en 1948. Si l'État est juif, il n'est donc pas arabe.

Certains, comme le président Reuven Rivlin, pensent qu'on pourrait un jour annexer la Cisjordanie et donner la citoyenneté israélienne à tous les habitants juifs et arabes dans un même État. Ils sont très peu nombreux. Mais pour la droite dure, l'annexion n'implique pas l'octroi de la citoyenneté à tous du Jourdain à la mer. Cela revient à un État d'apartheid.

Nétanyahou, lui, veut empêcher la création d'un État palestinien, sans créer un apartheid mais en gérant une situation coloniale qui ne dit pas son nom. Du fait de son idéologie et du jeu politique interne, il ne peut pas accepter l'idée de deux États vivant sur une base égalitaire. Il ne peut pas accepter que les droits de l'homme soient des droits universels qui s'appliquent aux autres. Pour lui et les siens, les droits historiques sont supérieurs aux droits naturels. Même le centre de l'échiquier politique n'est pas vraiment acquis à cette idée.

Pensez-vous que la solution des deux États n'est plus envisageable dans le contexte actuel ?

### ble dans le contexte actuel ?

J'ai peur de dire que c'est fichu et que, par la force des choses, on va en arriver à un État binational. Comment faire pour que ce ne soit ni un État d'apartheid ni une guerre civile permanente ? C'est pour ça que je m'accroche toujours à la solution des deux États. La véritable forme de coexistence, ce sont deux États voisins, avec une union économique et douanière, et une coopération sur les dossiers importants.

La question est de savoir si nous, Israéliens et Palestiniens, acceptons l'état de fait créé en 1948-1949 et les frontières de 1949. Et si les Palestiniens sont prêts à abandonner tout espoir d'un retour en Israël, car cette revendication signifie la destruction de l'État d'Israël. Après, il ne reste que des problèmes solvables et non existentiels.

### Observez-vous une droitisation de l'opinion publique en Israël ?

Au début de la Première Guerre mondiale, en France et en Allemagne, 95% de la population était favorable à la guerre. En situation de

guerre, les opinions sont patriotiques et soutiennent leur gouvernement. En Israël aussi.

Le phénomène de droitisation remonte toutefois à plusieurs dizaines d'années, depuis 1967 exactement. Le nationalisme exacerbé est le fruit de la colonisation, qui pourrait notre société. Les jeunes hommes qui font la guerre à Gaza sont nés après Oslo. Toute leur expérience en tant que soldat est celle d'une armée dont le but est de contrôler la population des territoires occupés et de favoriser la colonisation juive en Cisjordanie. Quand je compare cela avec ma génération, c'est terrible.

La droitisation se traduit aussi par une perte de respect pour la vie humaine. Même les pertes israéliennes ont été moins durement ressenties au cours de cette guerre.

On dit souvent que le camp de la paix a disparu en Israël. Les gens sont là, mais ne sont pas organisés. Ils sont démoralisés et ont le sentiment de ne servir à rien, de ne pas avoir de véritable influence. C'est la raison pour laquelle

les manifestations n'attirent pas plus de quelques milliers de personnes, alors qu'en 1982, après le choc de Sabra et Chatila au Liban, il y avait eu des centaines de milliers de manifestants.

### N'y a-t-il pas, au sein de la classe politique israélienne, une personnalité ou un courant qui puisse apporter une solution politique ?

Personne aujourd'hui n'a la solution et c'est un drame. Nous n'avons pas d'élite politique, pas de leadership. La politique n'attire pas les gens bien. C'est dû en partie au système politique, en partie au fait que les gens qui se présentent aux primaires dépendent des apparatchiks du parti et que le monde offre tellement de possibilités pour les talents de s'exprimer différemment... La politique est une «via Dolorosa» qui n'en finit pas. Lors de la création de l'État d'Israël, beaucoup de gens bien allaient vers la politique, car c'était un cadre où l'on pouvait réussir et avancer...

Le Monde

# ÉDITORIAL

## EMPLOI

### D'une erreur à l'autre

L'erreur commise la semaine dernière par Statistique Canada dans la compilation des données mensuelles sur l'emploi serait d'origine humaine. Bien sûr qu'il faudra en tirer des leçons, mais sur le fond des choses, rappelons que la nature même de ces calculs inclut toujours une marge d'erreur statistique importante dont il faut tenir compte dans le débat politique.

Lorsque Statistique Canada a annoncé, il y a une semaine, que l'emploi n'avait crû que de 200 au pays en juillet, le huard a perdu des plumes. C'est dire l'importance de ces données mensuelles pour les agents économiques.

Mardi, le mouvement inverse s'est produit après que Statistique Canada eut révélé qu'une erreur s'était glissée dans ses calculs. Selon les explications fournies, on aurait omis de procéder à la mise à jour d'un des logiciels utilisés. Si tel est le cas, il ne fait pas de doute qu'une révision du processus s'impose de façon urgente.

Cela dit, rappelons qu'il faut relativiser l'importance de ces données mensuelles obtenues par sondage auprès de 56 000 Canadiens. Un tel exercice comporte en lui-même une importante marge d'erreur jugée normale en statistique.

Dans le cas du Québec, l'« erreur type » à la hausse ou à la baisse est de 14 900. C'est dire qu'au lieu de 1900 nouveaux emplois créés en juillet dans cette province (les données de la semaine dernière parlaient plutôt d'une perte de 13 400), le résultat de l'enquête de Statistique Canada aurait aussi bien pu se lire +16 800 ou -13 000.

Il faut donc se méfier des comparaisons d'un seul mois par rapport au mois précédent. Le même raisonnement vaut lorsqu'on compare les données d'un mois de l'année en cours, juillet par exemple, avec celles du même mois de l'année précédente. En effet, l'exercice perd tout son sens si l'un de ces deux mois s'éloignait de façon inexplicable de la réalité. D'où l'intérêt d'avoir recours à des moyennes calculées sur plusieurs mois.

Ainsi, le Québec a enregistré une moyenne (non désaisonnalisée) de personnes en emploi de 4 016 470 pour les sept premiers mois de 2014 comparativement à 4 016 060 pour la même période en 2013. Cette stagnation complète de l'emploi explique la légère augmentation du taux de chômage, puisque la population active a continué de croître pendant ce temps.

En comparaison, l'Ontario a connu une hausse du nombre moyen d'emplois de 49 730 par rapport à la même période de sept mois en 2013. Comme l'Ontario compte un plus grand nombre d'habitants que le Québec, ce chiffre est moins impressionnant qu'il n'y paraît.

Les provinces manufacturières continuent de subir les conséquences de la politique fédérale du dollar, fort axée — presque exclusivement — sur la réduction du déficit et l'exploitation des hydrocarbures. Même la Colombie-Britannique, qui extrait pourtant du gaz naturel, connaît des résultats décevants avec une moyenne de seulement 13 000 emplois de plus en 2014 qu'à la même période en 2013.

Au Québec, il va de soi que l'ambition du gouvernement Couillard d'équilibrer les comptes ne fera rien pour contrer le mouvement. Mais c'est d'abord du gouvernement fédéral qu'on attend qu'il stimule la croissance à l'échelle nationale, alors que les provinces non pétrolières sont aux prises avec des revenus qui stagnent et des dépenses difficilement compressibles. Ce que M. Harper n'a visiblement pas l'intention de faire à quelques mois d'une campagne électorale où toute la marge de manœuvre servira à séduire les groupes cibles susceptibles de le maintenir au pouvoir.

## COALITION AVENIR QUÉBEC

### Un départ coûteux

Il arrive relativement fréquemment de voir dans les mois qui suivent les élections des députés démissionner leur mandat à peine entamé. La plupart du temps, ces démissionnaires se trouvent dans les rangs des candidats vedettes venus en politique sous la promesse d'un poste de ministre. Se retrouvant dans l'opposition, ils n'imaginent pas devoir vivre quatre ans dans un rôle de « backbencher » obscur.

D'emblée, certains ajouteront à cette liste la démission ce vendredi du député caquiste de Lévis, Christian Dubé, y voyant un autre de ces politiciens qui font passer en premier leurs intérêts personnels. Quelques nuances s'imposent, ne serait-ce que du fait que M. Dubé ne s'est pas présenté à l'élection du 7 avril dernier en pensant se retrouver ministre dans un gouvernement caquiste. S'il avait voulu devenir ministre, il aurait accepté les invitations à se présenter sous la bannière libérale qui lui avaient été faites. Puis, il est vrai que ce job de premier vice-président, Québec à la Caisse de dépôt et placement du Québec lui a été offert. Il ne l'a pas recherché.

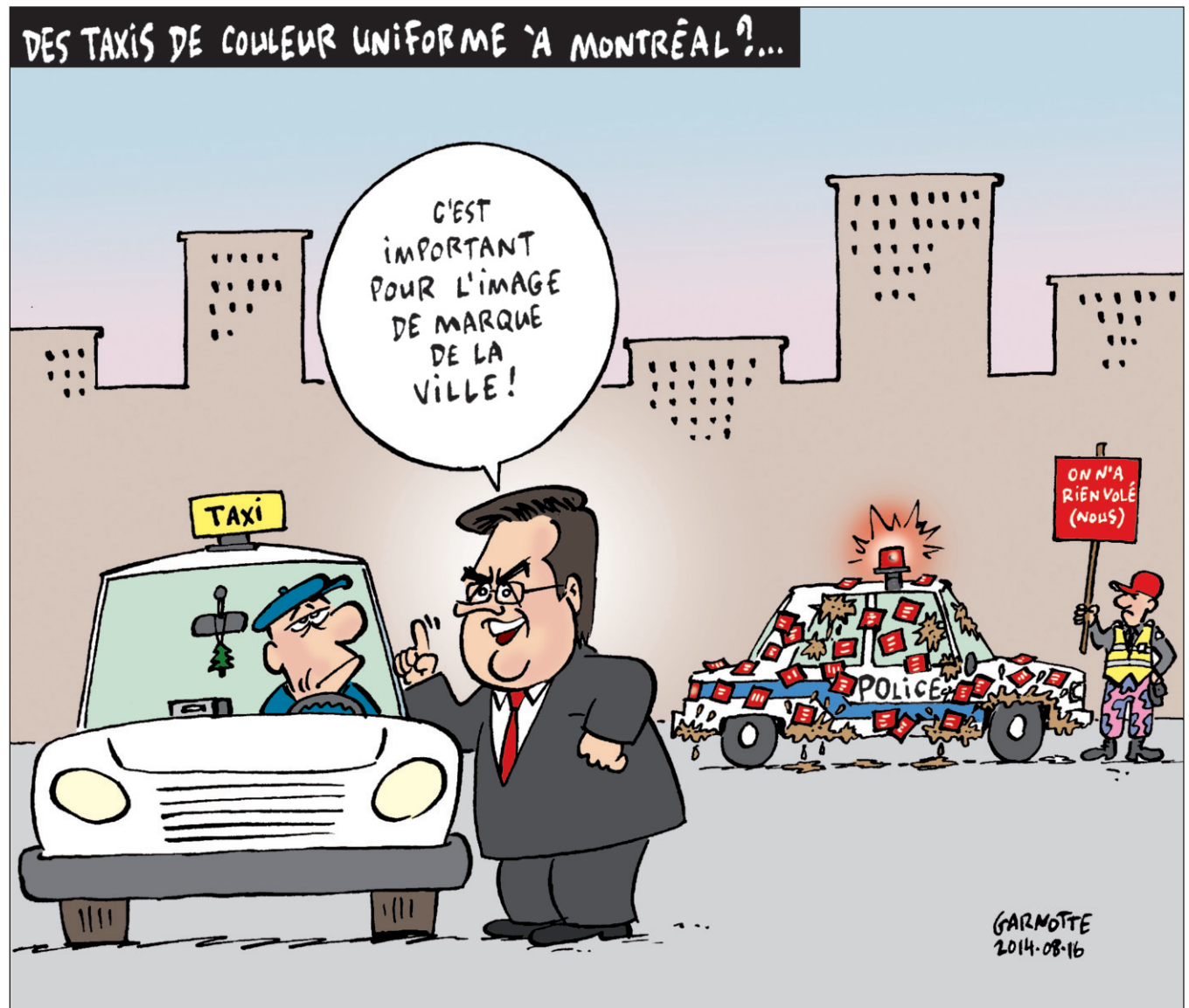
Christian Dubé s'était joint à la Coalition avenir Québec en 2013 pour y défendre une vision du développement économique à laquelle le gouvernement Couillard a puisé certains éléments. Sa forte crédibilité en cette matière en avait fait le numéro deux de son parti. Mais il avait rapidement compris que sa capacité de changer les choses depuis les banquettes de l'opposition était fort limitée. Notre système politique est ainsi fait que tous les leviers du pouvoir sont dans les mains des membres du gouvernement, les simples députés étant souvent réduits à un rôle de faire-valoir des ministres. À la Caisse de dépôt, il croit qu'il pourra davantage contribuer au développement économique qu'en restant à l'Assemblée nationale. Il n'a pas tout à fait tort.

Son parti souffrira toutefois de sa démission. D'abord pour la profondeur qu'il apportait au débat politique à titre de critique des finances publiques. Elle sera d'autant plus ressentie qu'elle s'ajoute à celle d'autres figures importantes, dont celle de Jacques Duchesneau, qui, lui, avait choisi de ne pas se représenter à l'élection d'avril. Elle altérera par ailleurs l'image de pureté morale de son parti, qui en 2013 dénonçait haut et fort les démissions de députés en cours de mandat qui constituent, selon les mots du caquiste Gérard Deltell, un « bris de contrat moral avec les citoyens » de les représenter pendant cinq ans. Cela n'arriverait pas au sein de la députée caquiste, jurait-on alors. Comme quoi il ne faut jamais jurer de rien, surtout en politique.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
 Adjointes PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



## LETTRES

### La retraite à 50 ans

La Coalition syndicale pour la libre négociation avance que l'âge moyen des 6000 cols bleus retraités de la Ville de Montréal est de 59 ans. Quant à l'Association du personnel retraité de la Ville de Québec, elle avance de son côté que l'âge moyen de ses 4000 membres est de 78 ans. Si l'âge moyen des cols bleus retraités est vraiment de 59 ans à Montréal, cela veut dire qu'une forte proportion de ceux-ci est dans la cinquantaine. Que font-ils à la retraite? Ne devraient-ils pas encore travailler?

Sylvio Le Blanc  
 Montréal, le 13 août 2014

### Raymond Gravel, plus qu'un miroir

Jean Philippe Nadeau Marcoux et Michaël Fortier se soucient insuffisamment des nuances dans leur texte « Un reflet de nous-mêmes » sur l'abbé Raymond Gravel. Écrire que « la société québécoise se sert de lui pour faire la morale à l'Église et lui imposer sa propre conception de la liberté » est par trop exagéré. Qui veut imposer quoi à l'Église? Demander n'est pas imposer.

« Ce n'est pas être traître à sa patrie que

de la critiquer », a écrit Camus. Non seulement on peut, mais on doit la critiquer. À la limite, on peut s'en écarter.

Raymond Gravel (et quelques autres plus silencieux) a prêté une oreille plus attentive aux misères de l'autre, partageant en son âme et conscience la vision de Paul Ricœur voulant qu'une culture qui ne sait que répéter ses anciennes réponses aux nouvelles questions se meurt (*Histoire et vérité*).

Raymond Gravel fut et demeure bien plus qu'un miroir.  
 Marcel Boisvert  
 Montréal, le 13 août 2014

## REVUE DE PRESSE

### Un folkloriste, une rastafari et la reine

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

On espère toujours des étés réjouissants. Avec de ces moments à savourer doucement, en souhaitant qu'ils durent longtemps. Eh bien, pour le *National Post*, la démission de Jean-François Fortin du Bloc québécois cette semaine fut exactement ça: un instant jubilatoire.

Dans un éditorial publié jeudi, le quotidien indiquait qu'il n'y a probablement rien de plus agréable pour ceux qui croient au Canada que de voir la « lente désintégration du Bloc québécois ».

Le journal rappelle les nombreux griefs de Fortin exprimés contre le nouveau chef du parti. Dans sa lettre de démission, le député dénonçait l'approche « unidimensionnelle, peu rigoureuse et intransigente » de Beaulieu, qu'il accusait de « folkloriser et radicaliser le parti », de « rejeter ceux qui semblent moins purs », de créer la division au sein du mouvement souverainiste et de proposer un « discours déconnecté et une vision simpliste de la société ».

Du miel aux oreilles du *Post*. Le quotidien note que les critiques auront d'autant plus de poids qu'elles viennent d'un souverainiste. Il s'étonne encore du choix qu'ont fait les militants du Bloc québécois d'élire un chef dont le discours est exclusivement centré sur l'indépendance, quelques semaines à peine après que le Parti québécois eut subi une défaite cinglante aux élections provinciales, précisément parce que le thème de la souveraineté semble avoir fait peur aux électeurs.

Le *Post* félicite dans la foulée Philippe Couillard, qui se concentre selon lui sur les bons enjeux — les « vraies affaires » — plutôt que de chercher noise à Ottawa: le budget de rigueur et le projet de loi 3 sur les régimes de retraite témoignent d'un politicien capable de prendre des décisions difficiles.

Dans le *Globe and Mail*, Campbell Clark revient aussi sur la démission de Jean-François Fortin, qui confirme selon lui que le Bloc québécois est passé d'une institution souverainiste solide à un petit groupe déchiré par des luttes intestines.

Mario Beaulieu affirme qu'il défend le programme du Bloc québécois et qu'il n'a changé que la stratégie pour adopter un

discours souverainiste plus musclé. Soit: mais dans la vraie vie, cela veut dire un grand changement pour le Bloc, écrit le chroniqueur.

Le parti n'a jamais été le véhicule politique qui allait mener le Québec à la souveraineté, rappelle Clark. Sa fonction était de permettre aux indépendantistes d'occuper l'espace fédéral, d'amasser de l'argent et d'offrir des emplois aux penseurs et organisateurs du mouvement. Pour ce faire, il se devait d'être un parti rassembleur. Au Bloc, tous les courants étaient les bienvenus, et cela fit du parti la principale force politique fédérale du Québec entre 1993 et 2011.

L'arrivée de Mario Beaulieu a changé cette donne, ajoute Campbell Clark. Des militants moins « purs » sont partis, Gilles Duceppe a été choqué de ses premiers pas (notamment par le fait qu'il a laissé les militants scander « Nous vaincrons »), le Bloc ne bouge pas dans les sondages, l'argent n'est pas là.

En regardant le caucus du Bloc à Ottawa, Clark remarque qu'il est composé d'un ex-progressiste conservateur en fin de carrière, d'un transfuge néodémocrate et de celui qui a affronté Beaulieu pendant la course au leadership. Ce n'est plus exactement une « institution », fait valoir le journaliste.

### Reine

Autre occasion de réjouissance pour le *Globe* et le *Post*: la décision de la Cour d'appel de l'Ontario de rejeter la demande de trois résidents permanents qui refusaient de prêter serment à la reine d'Angleterre. Selon eux, ce serment violait leurs droits constitutionnels, notamment le droit à la liberté de conscience, de religion et d'expression. La Cour a rejeté leurs arguments et jugé que le serment n'est pas anticonstitutionnel.

En éditorial, le *Globe* salue cette décision. Il rappelle que prêter serment veut dire que vous acceptez le système démocratique canadien, sa monarchie constitutionnelle, son État de droit et ses symboles, comme la Couronne britannique. Ça ne veut pas dire que vous êtes monarchiste, ou que vous devez abandonner vos convictions et croyances.

Ainsi, l'une des trois plaignantes, une rastafari qui considère que la reine est la « chef de Babylone » — les rastafaris voient des liens symboliques entre Babylone et l'esclavage —, n'a pas à renoncer à cette croyance pour devenir Canadienne. Non plus que le juif et le républicain qui étaient aussi concernés par le recours.

Le serment marque simplement l'engagement de respecter les principes et les valeurs de la Constitution, dit le *Globe*. Et le cadre juridique canadien donne la pleine liberté d'expression ou de croyances pour faire valoir ce que l'on souhaite ensuite.

Le ton est semblable dans le *Post*. On ne prête pas serment à la reine comme individu, on le fait plutôt envers une forme de gouvernement dont la reine est le symbole, dit-on. Depuis 1982, le Canada détient tous les pouvoirs de faire ses lois. C'est un État libre et indépendant. Le rôle de la reine n'est qu'un aspect du système politique canadien. Mais refuser de lui prêter allégeance revient à refuser le système de gouvernement lui-même.

Quand vous voulez devenir citoyen d'un pays, ce n'est pas au pays de s'adapter à vos désirs, estime le *Post*. Si les plaignants ne veulent pas de nos règles, qu'ils passent leur tour, c'est tout.

### Cigarette électronique

Alors que le Québec et l'Ontario se préparent à agir pour encadrer l'usage de la cigarette électronique, le *Toronto Star* revenait en début de semaine sur la sortie d'un responsable de la santé publique à Toronto, qui demande que la e-cigarette soit bannie partout où la cigarette l'est déjà.

Le *Star* est en partie d'accord avec cette idée, mais plaide pour que la Ville et la province ne fassent pas fi non plus des bienfaits de la cigarette électronique. Reste que le quotidien estime qu'il faut encadrer la vente et l'usage de la e-cigarette, notamment pour empêcher sa vente aux mineurs.

Sur Twitter: @gbcote

Le Devoir

Les liens vers les articles originaux sont liés à la version numérique de ce texte.

## IDÉES

## Plaidoyer pour un nouvel humanisme dans l'école

ANTOINE BABY

Sociologue, professeur émérite de l'Université Laval

Dans le temps, nous apprenions le grec et le latin parce que ces matières n'étaient pas utiles à quelque chose en particulier. Quand nous demandions à quoi cela pourrait servir, nos professeurs nous répondaient que c'était une « gymnastique de l'esprit ». Quelque chose comme la recherche libre et désintéressée de nourritures intellectuelles. Quarante ans plus tard, à l'aube de l'an 2000 et en guise de préambule à la Réforme, le ministère de l'Éducation a décidé de faire le ménage des « petites matières ». Cela a entraîné notamment la disparition du latin et du grec au seul motif que ces matières n'étaient pas utiles à quelque chose en particulier. Autres temps, autres mœurs.

À leur place, on fit entrer dans l'école « l'approche par compétences » (APC) en la détournant de son sens originel restreint à la formation professionnelle aux États-Unis. Elle devint le véritable cheval de Troie du paradigme utilitariste. Désormais, l'acquisition de connaissances n'aura de sens et de légitimité que dans la mesure où elle servira à quelque chose, en l'occurrence à favoriser la maîtrise de « savoirs-agir » (compétences). Et du jour au lendemain, l'enseignant se vit contraint de justifier et de décaler la portée pratique des apprentissages qu'il proposait à ses élèves. Relire à ce sujet l'édifiant « Programme de formation de l'école québécoise » (ministère de l'Éducation, 2000).

Toujours dans la veine de l'utilitarisme pédagogique, on vit entrer dans l'école, outre l'APC, une version pervertie du socioconstructivisme enchaîné à l'APC, la culture entrepreneuriale jusque dans certains CPE, les fondations privées jusque dans les projets éducatifs des écoles, une formation professionnelle assujettie aux contrats d'apprentissage des entreprises et finalement des procédés de vile marchandisation permettant à l'école publique de faire face à la concurrence d'écoles privées grassement subventionnées.

Devant des manifestations aussi précises et aussi convergentes, seul celui qui s'oblige à l'aveuglement volontaire ne se pose pas au moins la question de savoir à qui appartient désormais l'école québécoise. Cette subversion perdue qui est en train de faire de l'école une manufacture de main-d'œuvre a été rendue possible par l'effet combiné de l'inertie des forces progressistes et de l'opportunisme des forces néolibérales qui, elles, ont compris que l'école est un enjeu. Un des seuls enseignements tenaces qui me restent de ma période marxiste est que l'école n'est pas neutre. Elle est le lieu et l'enjeu des forces sociales en présence qui tentent de se l'approprier pour la mettre au service de leurs intérêts particuliers.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Ce dont les élèves auront besoin dans les classes, ce ne sont pas des techniciens, ni des magiciens. Mais des maîtres en humanités.

## Un nouvel humanisme

Il est donc urgent que les forces progressistes porteuses d'un projet humaniste s'unissent pour se réapproprier l'école et y installer le seul paradigme éducatif inconditionnellement dédié aux intérêts de tous et de chacun, sans exception, ni discrimination. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt « *Le cours classique comme lieu de mémoire* » (*Le Devoir*, 20 juillet 2014) de Louise Bienvenue, mais je le trouve nostalgique d'une nostalgie de peu d'espoir. L'auteur se contente de « prévoir un bel avenir à sa mémoire ». C'est mince. Il faut plus que cela, mieux que cela. Il faut une mobilisation de masse pour établir un nouvel humanisme dans la formation fondamentale et la culture générale de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, d'où qu'ils viennent et qui qu'ils soient.

Ce sera forcément un humanisme plus conforme aux exigences de notre temps que celui du cours classique. Les humanités gréco-latines de l'époque ne comptaient comme enseignement philosophique que la « théologisation » thomiste d'une partie d'Aristote, et le *ratio studiorum* des Jésuites sent un peu trop la

poussière et la soutane pour le Québec d'aujourd'hui. Ce nouvel humanisme plus que littéraire, nous allons le construire assez fort et assez solide pour buter hors de l'école une fois pour toutes l'opportunisme cupide de ceux qu'un jargon cynique appelle les « chasseurs de têtes ». Il devra plutôt s'inspirer du Siècle des Lumières tout en fréquentant des penseurs contemporains comme Noam Chomsky, Edgar Morin, Jacqueline de Romilly, Martha Nussbaum, George Steiner, Hanna Arendt et, plus près de nous, Pierre Luc Brisson, et d'autres encore. Au passage, ne pas oublier le merveilleux petit manifeste *L'utilité de l'inutile* de Nuccio Ordine.

## Formation des enseignants

En toute logique, le rétablissement d'un paradigme humaniste dans l'école québécoise qui, cette fois, servira la formation de tous les enfants sans exception, entraînera un ménage du même ordre dans la formation des enseignants et des enseignantes. Pour l'heure, il n'est pas exagéré de dire que celle-ci est infestée des exigences tatillonnes du paradigme techniciste. Plus de la moitié des 120 crédits de formation

de nos baccalauréats en enseignement portent sur le « how to do it » et visent le « comment enseigner ». Une quarantaine d'autres crédits abordent la discipline à enseigner, mais encore là, sous l'angle didactique, c'est-à-dire du « comment enseigner cette matière » et non pas dans une perspective d'une culture générale humaniste. J'ai eu souvent l'occasion de constater qu'en entrant dans sa classe, l'enseignant québécois est enseveli sous une montagne de « technicalités », les unes relatives à son enseignement et imposées par directives ministérielles, les autres relatives aux nombreux et complexes diagnostics dont ses élèves sont affublés.

Ce dont les élèves auront besoin dans les classes, ce ne sont pas des techniciens, ni des magiciens. Mais des maîtres en humanités. Le ministère de l'Éducation devra réformer la formation des enseignants en ce sens de telle sorte qu'ils pourront aider les élèves à vivre pleinement l'impermanence qui est en voie de devenir la condition existentielle dominante de notre temps et à devenir, selon la formule que l'on prête au grand Condorcet, des « citoyens difficiles à gouverner ».

## MASSACRE DE LACHINE

## Moment charnière ou mise en scène ?

SÉBASTIEN BRODEUR-GIRARD

Historien

Dans *Le Devoir* du 5 août, Jean-François Nadeau soulignait les 325 ans du massacre de Lachine en qualifiant cet événement de « tournant dans les relations avec les Premières Nations », voire de « moment charnière qui met notamment en lumière les relations entretenues avec les Premières Nations ». Il notait également l'oubli graduel de cet épisode dans notre conscience collective.

S'il est vrai que la mémoire du « massacre » tend à disparaître, c'est en bonne partie parce que le souvenir même des guerres entre les colons français et les Premières Nations s'estompe. En fait, une véritable synthèse historique des relations franco-amérindiennes accessible au grand public demeure toujours à réaliser, et le massacre de Lachine parle en fait bien moins des autochtones que de la construction d'une histoire nationale canadienne-française.

## Le spectacle de l'histoire

Dès le départ, l'usage du terme « massacre » s'est révélé hautement programmatique. Le gouverneur Frontenac l'a d'abord utilisé dans le but de se justifier auprès des autorités françaises en dramatisant la situation de la colonie. Par la suite, les historiens de la Nouvelle-France, et en premier lieu le jésuite Charlevoix, ont suivi ses pas sans trop poser de questions, dans la mesure où cela servait également leurs propres objectifs, à savoir la création d'un récit national glorificateur.

Après tout, il est difficile de mettre en scène des héros sans adversité. Et au courage, à l'audace et à la fermeté que l'on a attribués (sans trop se soucier de la véracité historique) à des personnages tels que les saints martyrs canadiens, Madeleine de Verchères ou Dollard des Ormeaux, il était tout naturel d'opposer la

cruauté, la fourberie et l'inhumanité d'ennemis implacables, un rôle (puisqu'il s'agit bien d'une mise en scène) dont ont spontanément hérité les Premières Nations.

## Un scénario dramatique

Dans la mesure où l'essentiel était de glorifier la vaillance des ancêtres, il n'y avait pas à se gêner pour procéder à certains embellissements du récit, afin de lui conférer une trame narrative plus poignante. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le jésuite Charlevoix en n'hésitant pas à accorder foi aux rumeurs de torture et de cannibalisme associées aux Iroquois lors de l'attaque de Lachine: « *Ils ouvrirent le sein des femmes enceintes, pour en arracher le fruit qu'elles portaient, ils mirent des enfants tout vivants à la broche, et contraignirent les mères de les tourner pour les faire rôtir. Ils inventèrent quantité d'autres supplices inouis, et deux cents personnes de tout âge et de tout sexe périrent ainsi en moins d'une heure dans les plus affreux tourments.* »

L'historien François-Xavier Garneau, puis les rédacteurs de manuels d'histoire canadienne jusqu'au début des années 1960, a repris ces descriptions sans se donner la peine de remettre en question l'efficacité d'ennemis capables de commettre autant d'atrocités en moins d'une heure!

## La scène mise en nu

À grands coups de descriptions sanguinolentes, le massacre de Lachine s'est ainsi forgé une place dans la conscience collective historique canadienne-française. Mais derrière ces exagérations littéraires, que s'est-il réellement passé à l'aube du 5 août 1689?

La vérité est qu'on en sait fort peu à ce sujet, et que même Frontenac n'y consacre au final que quelques lignes dans sa correspondance. Les sources de l'époque nous permettent de comprendre qu'une importante expédition iro-

quoise (entre 800 et 1500 guerriers selon diverses évaluations) a fait irruption dans le petit village, qui ne comptait alors qu'environ 350 habitants, brûlant la majeure partie des bâtiments, tuant plusieurs personnes encore endormies, et emportant également des captifs, dont certains s'évaderont ou seront par la suite échangés à la faveur de négociations diplomatiques.

Les estimations du nombre de victimes varient toutefois grandement, allant de 24 morts et une soixantaine de prisonniers jusqu'à plus de 200 décès et au moins 120 captifs. Les historiens ont beau débattre de la validité d'un nombre par rapport à l'autre (et la tendance est de considérer les estimations les plus basses comme étant les plus crédibles), il n'en demeure pas moins que toutes leurs discussions se fondent sur bien des hypothèses et peu de faits.

## L'envers du décor

Il y eut bien sûr des morts à Lachine, cela est incontestable, mais ce qui fut marquant, et qu'il faut surtout retenir, est le climat de terreur lié à la présence iroquoise aux portes mêmes de Montréal. L'épisode de Lachine n'est que l'un des nombreux incidents qui ont effrayé les colons au cours des années 1680-1690, en leur faisant réaliser qu'ils n'étaient peut-être pas autant chez eux qu'ils l'auraient cru sur ces terres qu'ils s'étaient appropriées d'emblée, sans songer à l'usage qu'en avaient les Premières Nations avant eux.

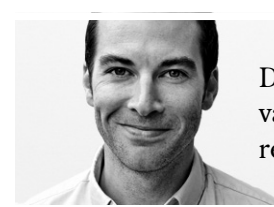
Par ailleurs, le massacre de Lachine pourrait tout aussi justement s'appeler la revanche de Lachine, si l'on se donnait le moindre point de vue autre que celui des colons français. Il s'agit en effet d'un épisode parmi plusieurs autres des guerres, certes menées agressivement par les Iroquois, mais lancées essentiellement par les Français. Ce sont d'ailleurs ces

derniers qui ont rompu la paix en 1684, en lançant une expédition militaire infructueuse chez les Sénécas (l'une des nations formant la Confédération iroquoise), puis une seconde en 1687, qui se conclura par quelques dizaines de morts iroquois lors des combats, mais surtout par la destruction systématique des champs et des villages des Sénécas, dont leur capitale, Ganondagan.

## Au-delà du théâtre

Il faut donc comprendre que l'attaque de Lachine s'insère dans le contexte beaucoup plus large d'une guerre totale entre les Français et les Iroquois, où les victimes furent civiles le plus souvent, d'un côté comme de l'autre. Et sous cet angle, Lachine n'est que l'envers de Ganondagan. Ces deux massacres ne sont pas un tournant, mais bien une représentation emblématique des subtiles et parfois difficiles relations franco-amérindiennes.

Mais pour comprendre cela, il faudrait commencer par accepter de faire des peuples autochtones non pas de simples figurants ethnographiques de notre histoire, mais bien des acteurs aux motivations complexes, tant politiques qu'économiques, sociales et culturelles. Alliées ou ennemies des Français, les Premières Nations avaient des objectifs stratégiques variés, mais toutes aspiraient d'abord et avant tout à assurer la survivance de leur peuple, mis en péril par l'irruption des Européens sur leurs terres.



David Desjardins est en vacances. Sa chronique reviendra le 30 août.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfalli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héléne Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettingo-Parazelli (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Mungier, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elinam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire), PROMOTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

# JEUX DE MOTS

Chaque samedi pendant la saison estivale, pour une sixième année, les lecteurs peuvent mettre leurs connaissances, et surtout leur patience, à l'épreuve en complétant les jeux préparés par notre collaborateur Michel Roy, professeur de français à la retraite. En règle générale, les amateurs de mots croisés retrouveront aussi leur passe-temps favori dans cette page.

## CHASSE AUX CINQ VOYELLES

Les dix séquences de lettres qu'on vous donne sont en fait des mots qui ont tous été amputés de cinq voyelles différentes; on n'a pas touché aux consonnes. Vous aurez donc à insérer correctement dans chacun de ces dix groupes les cinq voyelles manquantes.

Autre point important : quand la première lettre du groupe de consonnes est soulignée, cela veut dire que le mot à reconstituer commence par cette lettre; d'autre part, si la dernière consonne est soulignée, alors le mot cherché se termine par cette consonne. Bonne chasse.

- |                   |                     |
|-------------------|---------------------|
| 1) <u>M</u> S Q   | 6) X L T T N        |
| 2) L N G S T N    | 7) <u>F</u> R M L R |
| 3) J R N L S M    | 8) <u>G</u> R G L L |
| 4) N F R R G      | 9) Q T N            |
| 5) <u>H</u> M N D | 10) T R V L L       |

1		6	
2		7	
3		8	
4		9	
5		10	

## ÉTYMOLOGIE

### GUERRES, HOSTILITÉ

Associez chaque nom (1 à 10, colonne de gauche)

à la langue d'origine de ce nom (A à J, colonne de droite)

MOTS	LANGUES D'ORIGINE
1 ARQUEBUSE	A ALLEMAND
2 BARBARE	B ANGLAIS
3 BELLIQUEUX	C ANGLO-AMÉRICAIN
4 BRIGADE	D ARABE
5 CARQUOIS	E ESPAGNOL
6 DJIHAD	F GREC
7 GUÉRILLA	G ITALIEN
8 KAMIKAZE	H JAPONAIS
9 NAPALM	I LATIN
10 RAID	J PERSAN

## PROVERBES DÉSORDONNÉS

Voici quatre proverbes étrangers dont les mots ont été volontairement mélangés. Vous devez donc reconstituer chacun sous sa forme originale en replaçant les mots dans le bon ordre. Pour vous permettre de partir du bon pied, on a inscrit en lettres majuscules le mot de départ de chacun des proverbes ou dictons.

- LE secret vin et entre le sort (allemand)
- poisson or mord d' l' hameçon à LE mieux (norvégien)
- autrui a L' dents argent d' les aiguës (russe)
- LE ne la royaume souffle sur de l' jamais vent le de adversité sagesse (persan)

1	
2	
3	
4	

## SOLUTIONS

### CHASSE AUX CINQ VOYELLES

- 1- mosaïque 2- langoustine
- 3- journalisme 4- infrarouge
- 5- humanoïde 6- exultation
- 7- formulaire 8- gargouille
- 9- équation 10- trouvaille

### ÉTYMOLOGIE

1A - 2F - 3I - 4C - 5J - 6D - 7E - 8H - 9C - 10B

### PROVERBES DÉSORDONNÉS

- 1- Le vin entre et le secret sort.
- 2- Le poisson mord mieux à l'hameçon d'or.
- 3- L'argent d'autrui a les dents aiguës.
- 4- Le vent de l'adversité ne souffle jamais sur le royaume de la sagesse.

### MOTS EN CROIX

À l'horizontale :

carreaux, détruire, harassée  
À la verticale :

maitres, terrain, rieurs, liaison

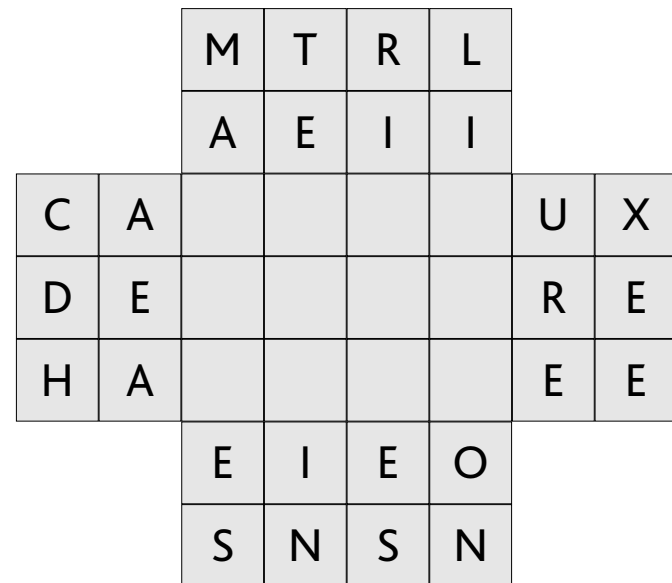
### SYNONYMES PAR ANAGRAMMES

- 1- uni-séparé 2- vérité-blague
- 3- sel-sucre 4- désunir-marié
- 5- normade-résidant 6- estime-mépris
- 7- geler-suer 8- lier-délier

## MOTS EN CROIX

A A E I R R R R S S T U

Placez les 12 lettres ci-dessus dans les 12 cases centrales de la grille de façon à former 3 mots de 8 lettres à l'horizontale et 4 mots de 7 lettres à la verticale.



## ANTONYMES PAR ANAGRAMMES

On vous donne au départ deux mots qui, en apparence, n'ont rien de particulier. Mais si vous trouvez une anagramme (mot formé des mêmes lettres mais disposées autrement) de chacun de ces deux mots, vous obtiendrez alors deux antonymes.

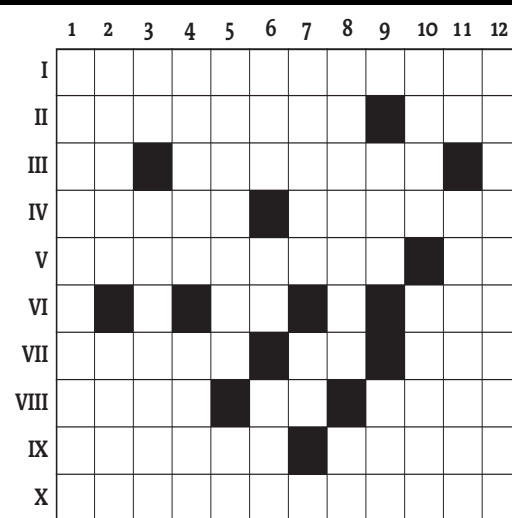
### EXEMPLE :

Mots de départ : **RÈGLE** et **RUES**  
Anagramme de **RÈGLE** = **GELER**  
Anagramme de **RUES** = **SUER**  
Les deux antonymes : **GELER** et **SUER**

- |                           |    |
|---------------------------|----|
| 1 NUI - RÂPÉES :          | et |
| 2 ÉVITER - (il) BEUGLA :  | et |
| 3 LES - SUCER :           | et |
| 4 DÎNEURS - (il) RIMERA : | et |
| 5 MADONE - DÉSIRANT :     | et |
| 6 SÉMITE - PRISME :       | et |
| 7 GRÊLE - RUSE :          | et |
| 8 LIRE - DÉLIRE :         | et |

## MOTS CROISÉS

### Mots-croisés du samedi



### Horizontalement

**I.** Libertés que l'on ne peut pas prendre avec n'importe qui. **II.** Belle assemblée de bicornes et d'épées. Ses fleurs ont un parfum de résine. **III.** Note. Extraite de la fête de Calabar. **IV.** Grand d'Espagne. Manquent de vitalité. **V.** Jolis accroche-cœurs. Article. **VI.** Forme de pouvoir. Démonstratif. **VII.** Plume d'Irlande. Largeur d'étoffe. Sur place. **VIII.** Ecran franco-allemand. Paresse sous les tropiques. A mis quatre temps dans nos moteurs. **IX.** Corses corsees. Comme un écu sans meuble. **X.** Augmentent le mouillage

### Verticalement

**1.** Evite toute explication. **2.** Prendre note. Entre Huron et Ontario. **3.** Possessif. Un seul ne suffit pas pour bien se tenir. **4.** Les meilleures sont à creuser. Semblables. **5.** A réussi la liaison entre la Méditerranée et la mer Rouge. En noir. **6.** Bout de rime. Pour les proches. Fumeur nippon. **7.** Nichât comme un aigle. Mesure à Pékin. **8.** Repris encore une fois. Ecran au foyer. **9.** Un peu de nostalgie. Cours de Roumanie. **10.** Possessif. Assignal au palais. **11.** Pour une distribution locale. Qui choisit. **12.** Impressions plus ou moins fortes.

Philippe Dupuis

### Solution du n° 205

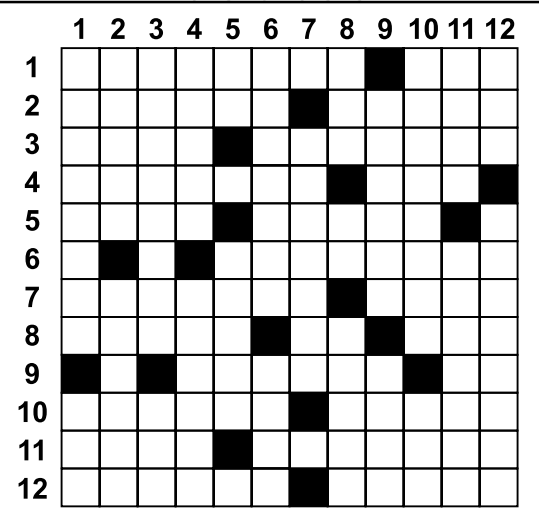
#### Horizontalement

**I.** Enjolivement. **II.** Soupapes. Ter. **III.** Tige. Entra. **IV.** Isère. Té. Tri. **V.** Memento. Pion. **VI.** Ase. Couli. **VII.** Neris. Teen. **VIII.** Entre. Epo. Et. **IX.** Uf. Ouf. Ans. **X.** Rengraissées.

#### Verticalement

**1.** Estimateur. **2.** Noises. Nie. **3.** Jugement. **4.** Opère. Ero. (gore). **5.** la. Encreur. **6.** Ipé. Toi. Fa. **7.** Ventouse. **8.** Este. Pas. **9.** Pitons. **10.** Etatisé. Se. **11.** Névrosée. **12.** Trainantes.

### MOTS CROISÉS



### HORIZONTALEMENT

- Jésus y est né - Se dit au ping-pong.
- Ils ne croient pas - Emprunté.
- Promesse - Discussion interminable et oiseuse.
- Inquiéter - Courroux.
- Ville de France - Rastafari.
- L'indri en est un.
- Préparé - Marche au hasard.
- Rouspéter - Fin de verbe - Fourrage.
- Faire le brave - Opus.
- Vent doux - Divinité champêtre à cornes et à pieds de chèvres.
- Exprime la surprise - Crier comme une vache.
- Canal du corps humain - Jetée çà et là.

- Unité de temps - Musicien américain de jazz.
- Pronom personnel - Petit chariot.
- Attendre - Arc.
- Langue sémitique.
- Céréale à petit grain - Que l'on a appris - Action de ne pas consentir.
- Titre d'avocat - Fureur.
- Il vend des ouvrages imprimés - Avion léger.
- Constituer - Fausse.
- Cheville - Imprévu.

### VERTICALEMENT

- Cancaner - Invite à sortir.
- Insigne liturgique - Travail pénible.
- Artificiel - Nom de plusieurs papes.

1	D	E	M	I	P	O	R	T	I	O	N	S
2	A	B	E	T	I	R	A	R	D	U	E	
3	G	A	R	A	N	T	I	S	Y	I	N	
4	O	H	L	I	N	S	I	S	T	E		
5	B	I	A	I	S	E	E	R	S			
6	E	R	E	A								
7	R	I	A	N	T	E	S	N	E	S		
8	T	N	T	A	T	E	M	I	R			
9												
10	C	L	I	O								
11	O	U	R	S	I	N						
12	U	S	E	E								

SOLUTION DU DERNIER